

Agent·es, salarié·es, étudiant·es **du social/médico-social piétinés, on en a marre!**

Après le 7 décembre, le 11 janvier et l'appel du 27 janvier en interprofessionnel amplifions la mobilisation de notre secteur le 1er février !

Management autoritaire, logiques gestionnaires, objectifs de rentabilité, travail au moindre coût et prestations au moins disant. **Marchandisation du social, nous y voilà !**

Etat, Départements, financeurs et syndicats employeurs ont oublié les principes de solidarité, l'entraide et l'éthique professionnelle qui fondent le travail social et notre pacte social commun.

Travailleurs-euses et étudiant·es du social, nous sommes broyé·es, épuisé·es et déconsidéré·es de par nos conditions de travail et nos salaires. Notre travail, faute de moyens suffisants, perd chaque jour davantage de sens à force de déshumanisation.

Pendant ce temps, le gouvernement se détourne de la solidarité et sa politique de stigmatisation des plus fragiles aggrave encore plus les inégalités (réforme de l'AME, AAH, Allocation chômage...) comme le stipule le dernier rapport Oxfam. Les financeurs s'appliquent à dépenser moins alors que le social relève de leur compétence et les besoins sociaux des publics sont déconsidérés. Les syndicats employeurs du secteur, les Départements et le gouvernement s'organisent autour d'une pseudo Conférence des métiers prévue au 1^{er} trimestre pour casser nos conventions collectives et dégrader nos rémunérations. **Il est temps que cela cesse !**

Nous revendiquons :

➤ **Une égalité salariale privé-public par l'augmentation immédiate de 183€ puis de 300€ minimum, une juste application intégrale de l'avenant 43 de la Convention de l'Aide à domicile,**

➤ **L'amélioration des conditions de travail respectant les salarié·es, les agent·es, les étudiant·es et les personnes accompagnées.**

➤ **De nouveaux acquis sociaux, des moyens humains, matériels et financiers à la hauteur des besoins.**

➤ **Des conventions collectives de haut niveau .**

➤ **L'arrêt de la transformation des établissements en plateforme de coordination et d'orientation.**

➤ **L'attribution de moyens humains et financiers nécessaires dans les établissements, services, centres de formations afin d'assurer une prise en charge de qualité des personnes et des familles en s'appuyant sur un service public de solidarité.**

➤ **L'arrêt des suppressions de postes, la création d'emplois nécessaires en nombre suffisant.**

➤ **L'arrêt définitif du management agressif, retrouver le sens du travail et de la relation d'aide et d'accompagnement.**

Après le 7 décembre où nous avons rassemblé à Rennes 3000 salarié·es du privé, agent·es du public et étudiant·e-s du travail social, le 11 janvier nous avons continué de montrer notre colère et notre détermination avec 700 manifestants.

Alors si toi aussi tu es indigné·e, si tu partages nos revendications mets-toi en grève avec tes collègues dans les CDAS, les établissements et les centres de formations !

Amplifions le mouvement en organisant une AG en fin de manifestation pour poursuivre ensemble notre juste lutte.

Soutenons et rejoignons les salariés de l'ADAPEI en grève reconductible illimitée depuis le 8 décembre!

L'intersyndicale départementale sociale et médico-social Public-Privé SUD, CGT, FO, CNT appelle l'ensemble du secteur social, médico-social et sanitaire, à la grève et à se mobiliser :

Mardi 1er Février 2022 à 11h

Jour de grève nationale du secteur social et médico social

Place de la République à Rennes, parcours jusqu'à la Prefecture Martenot demande d'audiences au Préfet et à l'ARS, dress-code « couverture de survie » pancartes et objets symboliques

TOUTES et TOUS ENSEMBLE DANS LA LUTTE le 1^{er} février mais aussi le 27 janvier 11h esplanade Charles De Gaulle à Rennes, journée de grève interprofessionnelle des salarié·es du public et du privé.

